

Ville de  
**Guérande**

# **RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2023**

## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1 - INTRODUCTION</b> .....  | <b>4</b>  |
| 1 – 1 – LE DEBAT D’ORIENTATION BUDGETAIRE (DOB).....   | 4         |
| 1 – 2 – LE RAPPORT D’ORIENTATION BUDGETAIRE (ROB) .....  | 4         |
| 1 – 3 – PRECAUTIONS & POINTS D’ATTENTION .....   | 4         |
| <b>2 - LES MESURES INTRODUITES PAR LA LOI DE FINANCES POUR 2023 ET<br/>AUTRES ACTUALITÉS INTÉRESSANT LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS<br/>LOCALES ET DE LA VILLE DE GUÉRANDE EN PARTICULIER.....</b> | <b>5</b>  |
| 2 – 1 – LE COEFFICIENT DE REVALORISATION DES VALEURS LOCATIVES POUR 2023 .....   | 5         |
| 2 – 2 – UN POUVOIR DE TAUX RETROUVÉ SUR LA TAXE D’HABITATION RESIDUELLE .....  | 6         |
| 2 – 3 – UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ABONDÉE MAIS DONT LES CRITERES DE REPARTITION<br>EVOLUENT .....   | 6         |
| 2 – 4 – LA TAXE SUR LES ÉOLIENNES MARITIMES.....   | 6         |
| 2 – 5 – LE FILET DE SECURITE « INFLATION » VISANT A PROTEGER LES FINANCES LOCALES ; LE BOUCLIER<br>TARIFAIRE ; L’AMORTISSEUR ELECTRICITÉ.....  | 7         |
| 2 – 6 – UNE NOUVELLE FORME DE CONTRACTUALISATION POUR LES COLLECTIVITÉS D’IMPORTANCE POUR<br>ENCADRER L’ÉVOLUTION DE LEURS DEPENSES.....   | 8         |
| 2 – 7 – L’ENTRÉE EN VIGUEUR AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2023 DU PACTE FINANCIER ET FISCAL ÉLABORÉ PAR L’AGGLO CAP<br>ATLANTIQUE.....  | 8         |
| 2 – 8 – L’ACTUALISATION DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX PROFESSIONNELS .....  | 9         |
| 2 – 9 – UN NOUVEAU REGIME DE RESPONSABILITÉ FINANCIERE UNIFIÉ .....  | 9         |
| <b>3 - LA RÉTROSPECTIVE ENTRE 2018 ET 2022.....</b>  | <b>11</b> |
| 3 – 1 - LES AGRÉGATS FINANCIERS : LA CAPACITE D’AUTOFINANCEMENT BRUTE ET NETTE.....  | 11        |
| 3 – 2 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT .....   | 12        |
| 3 – 2 – 1 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018 - 2022 .....   | 12        |
| 3 – 2 – 2 - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2018 – 2022 .....   | 13        |
| 3 – 3 - LA SECTION D’INVESTISSEMENT .....  | 14        |
| <b>4 - LA DETTE.....</b>   | <b>16</b> |
| <b>5 - LES EFFECTIFS ET LA MASSE SALARIALE .....</b>   | <b>18</b> |
| <b>6 - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023 .....</b>   | <b>20</b> |
| 6 - 1 – LE CONTEXTE DU BUDGET 2023.....  | 20        |
| 6 – 2 - LES PRINCIPES FONDATEURS DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023 .....   | 20        |
| 6 – 2 – 1 – ACTUALISER LE PLAN PLURIANNUEL D’INVESTISSEMENTS POUR LA PÉRIODE 2023 – 2027. ....   | 20        |
| 6 – 2 – 2 – DEGAGER STRUCTURELLEMENT UN NIVEAU DE CAPACITE D’AUTOFINANCEMENT NETTE ADAPTÉ<br>AUX AMBITIONS D’INVESTISSEMENT PORTÉES PAR LA COMMUNE .....   | 20        |
| 6 - 3 – LES HYPOTHESES FINANCIERES RETENUES POUR LE BUDGET PREVISIONNEL 2023 POUR LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT.....   | 21        |
| 6 – 3 – 1 – CONTENIR L’EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT.....   | 21        |
| 6 – 3 – 1 – 1 – Les dépenses à caractère général (011).....  | 21        |

|   |           |
|---|-----------|
| 6 – 3 – 1 – 2 – Les dépenses de personnel (012) .....   | 21        |
| 6 – 3 – 1 – 3 – Les autres charges courantes et les autres charges.....   | 23        |
| 6 – 3 – 2 – INSCRIRE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT D’UN NIVEAU RÉALISTE ET PRUDENT .....   | 23        |
| 6 – 3 – 3 – UN NIVEAU DE CAPACITÉ D’AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL QUI S’ÉRODERAIT EN LIEN AVEC LE<br>CONTEXTE INFLATIONNISTE ..... | 24        |
| 6 - 4 – LES HYPOTHESES FINANCIERES RETENUES POUR LE BUDGET PREVISIONNEL 2023 POUR LA SECTION<br>D’INVESTISSEMENT.....             | 24        |
| 6 – 4 – 1 – INVESTIR POUR ENTREtenir, ADAPTER ET DEVELOPPER SON PATRIMOINE .....  | 24        |
| 6 – 4 – 2 – FINANCER LE BESOIN D’INVESTISSEMENT TOUT EN DESENDETTANT LA COMMUNE.....  | 25        |
| <b>ANNEXE : LE CADENCEMENT DES TRAVAUX ET DES ETUDES 2023 .....</b>   | <b>27</b> |
| <b>ANNEXE : LE PLAN PLURIANNUEL D’INVESTISSEMENTS (2023 – 2027) .....</b>   | <b>28</b> |

# 1 - INTRODUCTION

L'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif, afin de présenter au Conseil municipal les grandes orientations du prochain budget.

La loi du 7 août 2015, portant « nouvelle organisation territoriale de la République » (Loi NOTRé) précisée par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016, a renforcé le rôle du DOB en définissant son contenu.

## 1 – 1 – LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (DOB)

Il doit présenter :

- Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- Les engagements pluriannuels envisagés en matière de programmation d'investissement ;
- Les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et le profil de l'encours de dette.

## 1 – 2 – LE RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (ROB)

L'article 107 de la loi NOTRé (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015 a complété les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives à la forme et au contenu du débat. Ainsi, pour les communes de plus de 10.000 habitants, il est prévu la production d'un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion des emprunts.

Par ailleurs, le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 a complété ces obligations par la production d'informations relatives à la structure des effectifs et l'évolution des effectifs et des dépenses de personnel.

## 1 – 3 – PRECAUTIONS & POINTS D'ATTENTION

Le présent rapport a pour objet de présenter l'environnement financier dans lequel s'inscrit la préparation budgétaire 2023 de la ville de Guérande. Les éléments d'analyse financière rétrospective notamment ceux liés à la gestion 2022 sont donnés à titre indicatifs. Ces résultats prévisionnels 2022 permettent cependant de resituer la préparation du BP 2023 dans son contexte financier.

En effet l'exercice comptable 2022 est en cours de clôture en lien avec les services de la Trésorerie de Guérande. Les résultats 2022 feront l'objet d'une analyse plus approfondie dans la note qui accompagnera le Compte Financier Unique (CFU).

Le budget primitif 2023 sera soumis au vote du Conseil municipal le 29 mars 2023.

Lors de la même séance, le Conseil sera invité :

- à approuver le Compte Financier Unique (CFU) relatif à la gestion 2022 (document de synthèse entre l'ex compte administratif du Maire et le Compte de gestion tenu par la Trésorerie de Guérande),
- à réaliser l'affectation des résultats 2022,

- à intégrer directement dans le budget primitif 2023 les reports d'investissement en dépenses comme en recettes (restes à réaliser).

Les chiffres donnés dans ce document sont des tendances ; la construction du budget 2023 étant encore en cours.

Les données relatives à la fiscalité seront affinées en fonction des bases prévisionnelles de fiscalité qui seront notifiées par la DGFIP courant mars 2023.

De même que les dotations versées par l'État à la commune seront connues courant mars également. Les budgets du SIVOM de la Madeleine tout comme celui du CCAS, en préparation actuellement, pourront également avoir des incidences sur certaines masses du budget prévisionnel 2023 de la ville de Guérande.

Enfin, les dernières mesures de l'inflation réalisées par l'INSEE pourraient nous obliger à revoir certains postes de dépenses notamment les fluides.

## **2 - LES MESURES INTRODUITES PAR LA LOI DE FINANCES POUR 2023 ET AUTRES ACTUALITÉS INTÉRESSANT LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE LA VILLE DE GUÉRANDE EN PARTICULIER.**

### **2 – 1 – LE COEFFICIENT DE REVALORISATION DES VALEURS LOCATIVES POUR 2023**

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), depuis 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017).

Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre 2021 et le mois de novembre 2022 (pour application en 2023).

L'IPCH de novembre 2022 s'établit à +7.10% par rapport à novembre 2021.

Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales 2022 qui s'appliquera pour déterminer les cotisations d'impôts locaux 2023 sera donc de +7.10%. En effet, la revalorisation des bases pour 2023 n'a pas été plafonnée par la loi Finances pour 2023.

Mécaniquement, et sans intervention des collectivités qui possèdent un pouvoir de fixation des taux des impôts locaux, les cotisations d'impôts locaux au bénéfice de la ville de Guérande vont donc progresser de +7.10% en 2023 par rapport à 2022.

Pour mémoire, les valeurs locatives avaient été revalorisées de +0.20% en 2021 puis de +3.40% en 2022 traduisant ainsi un début d'inflation entre 2020 et 2021 qui s'est donc fortement accélérée courant 2022.

| 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1,004 | 1,011 | 1,022 | 1,012 | 1,002 | 1,034 | 1,071 |

## **2 – 2 – UN POUVOIR DE TAUX RETROUVÉ SUR LA TAXE D’HABITATION RESIDUELLE**

Pour rappel, la loi de finances pour 2021 a supprimé la taxe d’habitation sur les résidences principales dont bénéficiaient les communes et leurs groupements à fiscalité propre, leur laissant une taxe d’habitation portant désormais exclusivement sur les résidences secondaires (THRS) et les dépendances non rattachées à une habitation principale.

A compter de 2023, les communes retrouvent un pouvoir de fixation du taux de taxe d’habitation pour ces bases fiscales « résiduelles ».

Le taux de TH qui sera voté par la ville de Guérande en 2023 sera encadré ; sa variation ne pourra pas progresser plus rapidement que celle enregistrée par le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (à l’inverse de la règle de lien qui existait autrefois).

Son produit sera acquis à la commune et non plus à l’État, comme il l’était durant la période transitoire de suppression des cotisations de taxe d’habitation rattachées à l’habitation principale entre 2018 et 2022.

Pour mémoire, 100% des cotisations rattachées aux habitations principales auront disparues en 2023 (nous en comptons environ 80% en 2020).

## **2 – 3 – UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ABONDÉE MAIS DONT LES CRITERES DE REPARTITION EVOLUENT**

La Loi de Finances 2023 abonde la Dotation Globale de Fonctionnement qui sera versée aux communes de +320M€.

Attention, toutefois, la réforme des indicateurs financiers (potentiel fiscal et effort fiscal) pris en compte par l’État à compter de 2022 pour apprécier la richesse de la commune de Guérande pourrait avoir des conséquences sur le niveau des dotations qui lui sera versé à compter de 2023 et des exercices suivants. Les effets de cette réforme des indicateurs seront neutralisés à hauteur de 90% en 2023.

## **2 – 4 – LA TAXE SUR LES ÉOLIENNES MARITIMES**

En fin d’année 2022, les 80 éoliennes installées au large de la Presqu’île de Guérande sont entrées en fonctionnement et ont été raccordées au réseau électrique.

Ces installations sont soumises à une taxe dite « Taxe sur les éoliennes maritimes » codifiée à l’article 1519B du Code général des impôts. Le tarif de cette taxe est actuellement de 18 605€ par MW installé (tarif 2022). Ce tarif est revalorisé chaque année en fonction de l’indice des prix à la consommation des ménages, hors tabac.

Suivant les informations communiquées par les services de l’État, la ville de Guérande serait destinataire d’une fraction de cette taxe pour un montant estimé aux environs de 400K€. Une recette supplémentaire de 400K€ va par conséquent être ajoutée au projet de budget 2023 de la ville de Guérande.

Pour mémoire et d’après les estimations transmises lors de la tenue du débat public relatif au projet d’implantation des éoliennes en mer, ce sont environ 4.4M€ qui seront répartis entre les 13 communes visées par l’arrêté interpréfectoral n°2022/BPEF/119.

Un amendement au projet de Loi visant à accélérer le développement des énergies renouvelables a été adopté fin décembre 2022 visant à prendre en compte la population des résidences secondaires dans les modalités de répartition de cette taxe.

Le produit fléché en direction de la commune de Guérande devrait par conséquent être moins élevé d'environ 40K€ que prévu initialement.

## **2 – 5 – LE FILET DE SECURITE « INFLATION » VISANT A PROTEGER LES FINANCES LOCALES ; LE BOUCLIER TARIFAIRE ; L'AMORTISSEUR ELECTRICITE**

L'article 14 de la Loi de finances rectificative du 16 août 2022 a instauré un dispositif (très technique) de soutien de la part de l'État pour accompagner les communes et leurs groupements dans le contexte d'inflation actuel sur l'électricité, le gaz et les produits alimentaires ainsi que dans un contexte de revalorisation du point d'indice des fonctionnaires décidé au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Par ce dispositif, l'État est venu en aide aux communes qui réunissent 3 critères :

1. Afficher un taux d'épargne brute 2021 inférieur à 22%
2. Afficher un potentiel fiscal inférieur au double de la moyenne des communes de la même strate
3. Envisager pour 2022 une baisse d'au moins 25% de l'épargne brute par rapport à 2021.

L'aide apportée correspond cumulativement à :

- 70% de la hausse des dépenses constatées en 2022 au titre des fluides et de l'alimentaire
- 50% de la hausse des dépenses consécutives à la revalorisation du point d'indice.

Ce dispositif d'accompagnement a été reconduit pour 2023 moyennant une évolution du critère relatif à la perte d'épargne brute. Une collectivité deviendra éligible au dispositif si elle enregistre une perte d'épargne brute de plus de 15% entre 2022 et 2023 (contre plus de 25% sous le précédent mécanisme).

Pour information, la ville de Guérande affichait un taux d'épargne brute en 2021 de 19.24% (1<sup>er</sup> critère), toutefois, elle n'envisage pas une baisse d'au moins 25% de son épargne brute pour 2022 ce qui la rend de fait non éligible au dispositif de soutien pour 2022.

Pour 2023, il est encore un peu tôt pour dire si la commune pourrait être éligible au dispositif de soutien (tout dépendra des résultats 2022 et des résultats prévisionnels anticipés pour 2023). Pour autant, ce dispositif étant auto-liquidé par l'État, il sera versé courant 2024 si d'aventure la commune remplissait les critères.

Ce filet de sécurité a été complété par deux autres dispositifs :

- Le bouclier tarifaire qui pour les collectivités locales est réservé aux plus petites d'entre elles (moins de 10 agents ETP et dont les recettes de fonctionnement sont inférieures à 2M€) ; ces collectivités continuent d'avoir accès aux tarifs réglementés de vente (TRV).
- L'amortisseur électricité qui a pour but de réduire les factures électriques des collectivités ne bénéficiant pas des tarifs réglementés de vente. Dans les contrats déjà signés comme dans ceux qui le seront d'ici la fin de l'année, l'amortisseur prendra en charge 50 % des surcoûts au-delà d'un prix de référence défini à 180 €/MWh et vraisemblablement d'un maximum de 500/MWh. Un décret viendra préciser les conditions du dispositif.

La ville de Guérande enregistrera des hausses significatives sur les postes relatifs aux fluides en 2023.

Néanmoins, en qualité de membre du SYDELA, la commune est en partie protégée grâce aux marchés de gros portés par le syndicat sur le gaz et l'électricité, elle ne devrait donc pas être concernée par « l'amortisseur électricité ».

## **2 – 6 – UNE NOUVELLE FORME DE CONTRACTUALISATION POUR LES COLLECTIVITÉS D'IMPORTANCE POUR ENCADRER L'ÉVOLUTION DE LEURS DEPENSES**

Après les contrats dits de « Cahors » mis en œuvre en 2018, le Gouvernement a envisagé la mise en place à compter de 2023 de « Contrats de confiance » avec les collectivités de taille importante de façon à encadrer l'évolution de leurs dépenses sous risque de se voir exclues de l'octroi de certaines dotations (DSIL notamment).

Ont été ciblées les collectivités affichant plus de 40M€ de dépenses réelles de fonctionnement en 2022.

Ce mécanisme visait à autoriser les collectivités concernées à afficher des hausses de dépenses de fonctionnement dans la seule limite du taux d'inflation retenue en Loi de finances diminuée de 0.5 point (soit pour 2023 :  $3.8\% - 0.5\% = +3.3\%$  de hausse maximum).

Cet encadrement, s'il a été retiré par le Gouvernement du texte de la Loi de finances pour 2023 sur lequel il a engagé sa responsabilité, pourrait faire son retour dans le projet de Loi portant programmation des finances publiques 2023/2027 qui fixe les grandes orientations budgétaires du Pays pour la période.

La commune de Guérande ne serait pas concernée par ce mécanisme de plafonnement. Toutefois, l'Agglo. CAP Atlantique le serait ce qui mécaniquement pourrait avoir des incidences sur les budgets de ses communes membres sur la période 2023/2027.

## **2 – 7 – L'ENTRÉE EN VIGUEUR AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 DU PACTE FINANCIER ET FISCAL ÉLABORÉ PAR L'AGGLO CAP ATLANTIQUE**

Par délibération du 15 décembre 2022, l'Agglo. CAP Atlantique a décidé d'instaurer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 de nouvelles règles concernant les relations financières qu'elle entretient avec ses 15 communes membres.

Ces nouvelles relations financières sont traduites dans un « Pacte financier et fiscal » qui sera présenté aux 15 Conseils municipaux des communes membres au premier semestre 2023.

Ce pacte poursuit plusieurs objectifs :

- Augmenter le taux de refacturation par CAP des prestations mutualisées auprès des communes membres. Actuellement, ce taux de refacturation est d'environ 56% ; l'objectif sera à terme en 2026 d'atteindre un taux de refacturation de 90%. L'objectif poursuivi est ici de permettre à CAP de consolider sa situation financière dans un esprit d'équité vis-à-vis des communes qui ne bénéficient pas de certaines prestations mutualisées ;
- Renforcer la solidarité territoriale en (re)créant une dotation de solidarité communautaire abondée par 80% des sommes nouvellement refacturées aux communes dans le cadre de la mutualisation et versée moyennant des critères de richesse fiscale et d'indicateurs de charges.
- Renforcer la capacité d'investissement des communes membres moyennant le doublement de l'enveloppe allouée aux fonds de concours versés aux communes (2M€ à compter de 2023 au lieu de

1M€ en 2022) répartie suivant des critères identiques à ceux retenus pour la DSC.

- Simplifier les mécanismes afin qu'ils soient transparents et donc intelligibles pour toutes et tous.

La ville de Guérande verra donc sur la période 2023/2026 :

- Ses Attributions de Compensation (AC) diminuer sous le coup d'une refacturation complémentaire des prestations mutualisées (passant de 56% en 2022 à 60% en 2023, puis à 70% en 2024, puis 80% en 2025 et enfin à 90% en taux cible en 2026).
- L'apparition d'une enveloppe de Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) à compter de 2023 revalorisée en 2024, 2025 et 2026 en parallèle à la hausse du pourcentage de prestations refacturées par CAP.
- Le doublement de son droit à tirage de Fonds de Concours (FdC) dès 2023.

Synthétiquement, les flux financiers entretenus entre la ville de Guérande et son Agglomération devraient évoluer comme suit sur la période 2023/2026.

Il s'agit ici d'un prévisionnel qui ne prend pas en compte les nouvelles mutualisations qui pourraient intervenir sur la période, voire de toutes autres décisions qui pourraient impacter les sommes sujettes à répartition.

| PREVISIONNEL  | 2022                  | 2023                  | 2024                  | 2025                  | 2026                  |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Attribution de compensation (recettes)                  | 2 047 816,00 €        | 1 872 965,00 €        | 1 719 798,00 €        | 1 566 632,00 €        | 1 413 465,00 €        |
| Dotation de solidarité communautaire (recettes)         | - €                   | 106 456,00 €          | 144 415,00 €          | 182 374,00 €          | 220 333,00 €          |
| Attribution de compensation en investissement (dépense) | 238 582,00 €          | 238 582,00 €          | 238 582,00 €          | 238 582,00 €          | 238 582,00 €          |
| Fonds de concours d'investissement (recettes)           | 152 715,00 €          | 364 901,00 €          | 364 901,00 €          | 364 901,00 €          | 364 901,00 €          |
| <b>Total (en faveur de Guérande)</b>                    | <b>1 961 949,00 €</b> | <b>2 105 740,00 €</b> | <b>1 990 532,00 €</b> | <b>1 875 325,00 €</b> | <b>1 760 117,00 €</b> |

## 2 – 8 – L'ACTUALISATION DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX PROFESSIONNELS

Pour mémoire, depuis le 1er janvier 2017, chaque local professionnel entrant dans le champ de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels dispose d'une nouvelle valeur locative révisée qui est égale au produit de sa surface pondérée par le tarif au m<sup>2</sup> de la catégorie du local dans son secteur d'évaluation, éventuellement ajusté d'un coefficient de localisation.

Conformément à l'article 1518 ter du CGI, les tarifs catégoriels sont mis à jour chaque année et les coefficients de localisation sont revus tous les deux ans. L'ensemble des paramètres collectifs d'évaluation (secteurs d'évaluation, tarifs et coefficients de localisation) est actualisé tous les 6 ans et pour la première fois en 2022, pour une intégration dans les bases d'imposition qui aurait dû intervenir en 2023. Le Parlement en ayant décidé autrement, la prise en compte de cette actualisation sera intégrée dans les rôles d'impôts locaux en 2025 permettant d'ici-là une réflexion sur les coefficients de localisation ainsi que sur les modalités de recueil des loyers, afin que le nombre de données soit plus élevé et donc plus représentatif.

En parallèle, l'actualisation des valeurs locatives des locaux d'habitation va aussi être reportée, afin de tenir compte du décalage de la réactualisation des valeurs locatives des locaux professionnels.

## 2 – 9 – UN NOUVEAU REGIME DE RESPONSABILITÉ FINANCIERE UNIFIÉ

A compter du 1er janvier 2023, le régime de responsabilité des comptables publics, totalement distinct de celui des ordonnateurs, disparaît.

A l'avenir, tous les gestionnaires de fonds publics, qu'ils soient ordonnateurs (élus, régisseurs, services financiers) ou comptables (trésorier du réseau de la DGFIP), relèveront d'un régime de responsabilité commun et d'un juge commun (la Cour des comptes) où l'on va chercher à responsabiliser le gestionnaire public et la chaîne organisationnelle dans son ensemble.

Le juge n'interviendra qu'en cas de faute grave, accompagnée d'un préjudice financier significatif pour la collectivité, la nouvelle organisation répartit donc la responsabilité du bon déroulé de la dépense sur tous les acteurs concernés : comptable direct du Trésor, élus, directeur financier, DGS, etc.

Deux décrets portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics sont parus au Journal officiel du 23 décembre. Ils sont tous les deux entrés en vigueur le 1er janvier 2023.

### 3 - LA RÉTROSPECTIVE ENTRE 2018 ET 2022

#### 3 – 1 - LES AGRÉGATS FINANCIERS : LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT BRUTE ET NETTE

La Capacité d'Autofinancement brute (CAF brute) s'analyse comme le solde entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. La CAF brute doit permettre de rembourser le capital des emprunts précédemment souscrits par la commune.

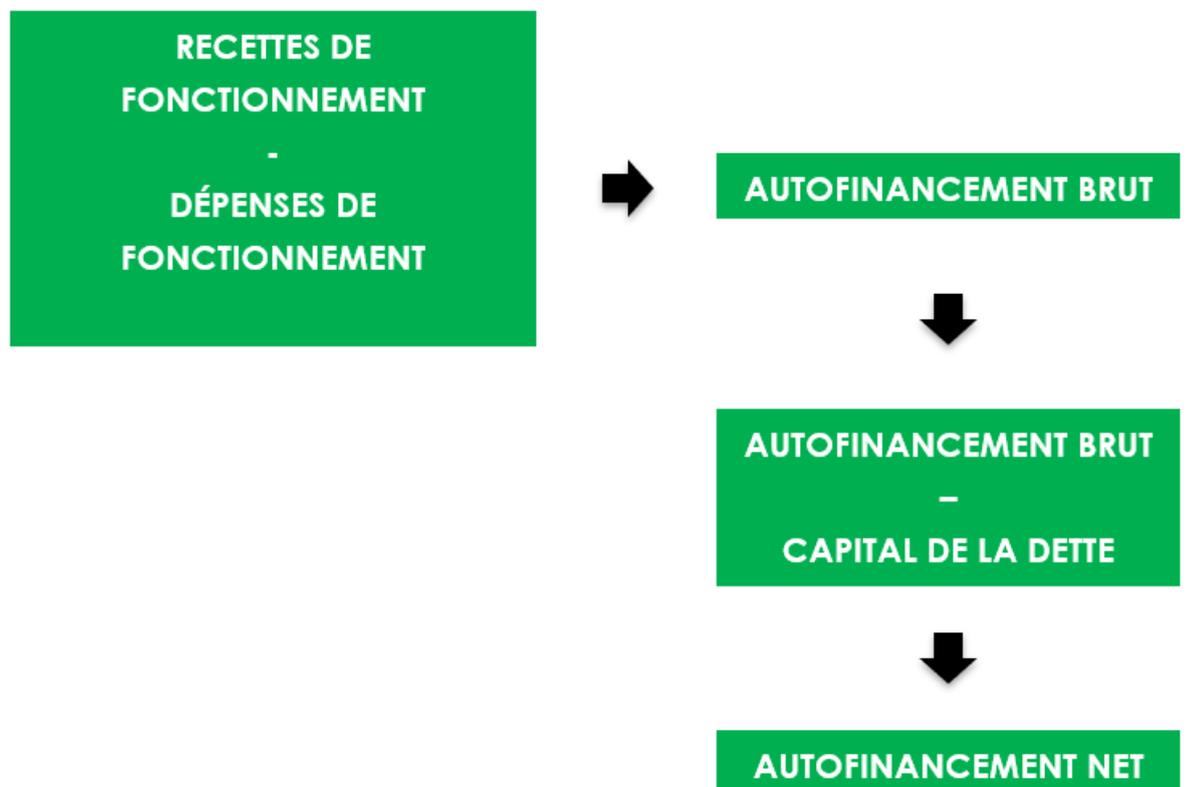
La Capacité d'Autofinancement nette est le solde, une fois le remboursement de la dette en capital effectué, qui permettra à la commune d'autofinancer ses dépenses d'investissement. La CAF nette peut aussi être appréciée comme une capacité dont dispose la commune pour mobiliser de nouveaux emprunts.

Ces agrégats financiers sont calculés sur les seules dépenses et recettes réelles de fonctionnement et le remboursement de la dette.

#### LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT NETTE

#### GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne



|   | CA 2018         | CA 2019         | CA 2020         | CFU 2021        | CFU 2022<br>(prévisionnel) |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------------------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b>   | 21 658 989,00 € | 21 787 779,00 € | 21 576 303,00 € | 22 243 916,00 € | 24 374 410.00€             |
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>   | 18 170 395,00 € | 17 648 219,00 € | 18 107 545,00 € | 18 200 952,00 € | 19 566 553.00€             |
| <b>Capacité d'Autofinancement Brute</b>     | 3 488 594,00 €  | 4 139 560,00 €  | 3 468 758,00 €  | 4 042 964,00 €  | 4 807 857.00€              |
| <b>Remboursement du capital de la dette</b> | 2 246 165,00 €  | 2 142 074,00 €  | 2 230 196,00 €  | 2 035 340,00 €  | 2 003 972.00€              |
| <b>Capacité d'Autofinancement Nette</b>     | 1 242 429,00 €  | 1 997 486,00 €  | 1 238 562,00 €  | 2 007 624,00 €  | 2 803 885.00€              |

Au terme de l'exercice 2022, les capacités d'autofinancement brute et nette enregistrées par la commune de Guérande devraient avoisiner respectivement 4.8M€ et 2.8M€.

Ces résultats sont **provisoires**, le Compte Financier Unique n'ayant pas été arrêté en lien avec les services de la Trésorerie de Guérande.

Les résultats définitifs 2022 feront l'objet d'une étude plus approfondie dans la note associée à la présentation du Compte financier unique qui sera présenté en Conseil municipal du 29 mars 2023.

### 3 – 2 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### 3 – 2 – 1 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018 - 2022

|   | CA 2018         | CA 2019         | CA 2020         | CFU 2021        | CFU 2022<br>(prévisionnel) |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------------------|
| <b>Produits des services (70)</b>                         | 1 086 781,00 €  | 1 278 697,00 €  | 1 100 968,00 €  | 1 179 415,00 €  | 1 714 045.00€              |
| <b>Travaux en régie (72)</b>                              | 396 673,00 €    | 363 692,00 €    | 228 532,00 €    | 162 117,00 €    | 115 084.00€                |
| <b>Impôts et taxes (73)</b>                               | 15 042 100,00 € | 15 091 454,00 € | 15 364 560,00 € | 16 239 020,00 € | 17 159 015.00€             |
| <b>Dotations et participations (74)</b>                   | 3 773 124,00 €  | 3 658 395,00 €  | 3 497 310,00 €  | 3 182 493,00€   | 3 573 849.00€              |
| <b>Autres produits (75)</b>                               | 558 772,00 €    | 619 766,00 €    | 640 987,00 €    | 704 505,00€     | 841 490.00€                |
| <b>Atténuations de produits (013)</b>                     | 801 539,00 €    | 775 775,00 €    | 743 946,00 €    | 776 366,00 €    | 876 974.00€                |
| <b>Autres recettes réelles (solde financier si &gt;0)</b> | - €             | - €             | - €             | - €             | 93 953.00€                 |
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b>                 | 21 658 989,00 € | 21 787 779,00 € | 21 576 303,00 € | 22 243 916,00 € | 24 374 410.00€             |

Entre 2021 et 2022, les recettes réelles de fonctionnement devraient progresser de + 9% environ.

Le niveau des recettes des services rendus et tarifés aux usagers courant 2022 a retrouvé et largement dépassé son niveau d'avant COVID avec plus de 1.7M€ de recettes contre 1.2M€ en 2021.

Les recettes fiscales ont été dynamiques courant 2022 (+5% environ) sous l'effet d'une revalorisation des

taux d'imposition (+5%) mais également de la revalorisation des valeurs locatives appliquées pour 2022 (+3.40%). A noter que les recettes des droits de mutation atteindront péniblement les 1.4M€ contre 1.7M€ enregistrés courant 2021 (contre 1.55M€ de prévisions 2022).

Les concours versés par l'État et la Caisse d'Allocation Familiale à la commune se sont maintenus à un niveau très correct aux alentours des 3.6M€.

### 3 - 2 - 2 - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2018 - 2022

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 19M€ environ, en progression de +7.30% en 2022 par rapport à 2021.

|  | CA 2018         | CA 2019         | CA 2020         | CFU 2021        | CFU 2022<br>(prévisionnel) |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------------------|
| <b>Charges à caractère général (D011)</b>                | 3 234 302,00 €  | 3 233 037,00 €  | 3 338 343,00 €  | 3 444 477,00 €  | 3 841 516.00€              |
| <b>Dépenses de personnel (D012)</b>                      | 10 891 363,00 € | 10 899 703,00 € | 11 088 068,00 € | 11 179 545,00 € | 11 637 991.00€             |
| <b>Atténuation produits (D014)</b>                       | 186 166,00 €    | 288 869,00 €    | 373 901,00 €    | 446 645,00 €    | 455 575.00€                |
| <b>Autres charges courantes (D65)</b>                    | 3 223 099,00 €  | 2 657 465,00 €  | 2 746 563,00 €  | 2 611 811,00 €  | 3 156 116.00€              |
| <b>Intérêts de la dette existante</b>                    | 895 001,00 €    | 614 651,00 €    | 566 835,00 €    | 513 706,00 €    | 475 355.00€                |
| <b>Autres charges réelles (solde financier si &lt;0)</b> | 259 536,00 €    | 45 506,00 €     | 6 165,00 €      | 4 768,00 €      | 0.00 €                     |
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>                | 18 170 395,00 € | 17 648 219,00 € | 18 107 545,00 € | 18 200 952.00 € | 19 566 553.00€             |

Les charges à caractère général de la commune s'élèveraient aux environs des 3.8M€ en 2022 (contre 3.4M€ en 2021 soit une progression de +12% environ). Les dépenses de personnel s'élèveraient à un peu moins de 11.6M€ sur 2023 contre 11.2M€ sur 2022 soit une hausse de 4.10% environ.

Les dépenses du chapitre 65 ont enregistré une hausse significative en 2022 par rapport à 2021 (+21%) en raison du non-rattachement d'une charge importante 250K€ à l'exercice 2021.

### 3 – 3 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Courant 2022, la ville de Guérande aura réalisé pour environ 5.4M€ de dépenses d'équipement (contre un peu moins de 4.9M€ en 2021 et 4.5M€ en 2020). Soit une hausse de 12% environ de l'effort d'investissement entre 2021 et 2022. La section d'investissement du budget 2022 fait ressortir un taux d'engagement des crédits 2022 (y/c décisions modificatives et reports) de 75%.

|   | CA 2018               | CA 2019               | CA 2020               | CFU 2021              | CFU 2022<br>(prévisionnel) |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------|
| <b>DÉPENSES<br/>D'INVESTISSEMENT<br/>(hors D16)</b> | <b>2 806 173,00 €</b> | <b>5 371 189,00 €</b> | <b>4 480 550,00 €</b> | <b>4 863 808,00 €</b> | <b>5 434 323,00€</b>       |
| Dépenses récurrentes<br>(D20+D21+D23+Op.<br>équip.) | 1 916 628,00 €        | 4 541 645,00 €        | 3 806 957,00 €        | 4 254 096,00 €        | 4 668 721,00€              |
| Subventions<br>d'équipement<br>versées              | 472 946,00 €          | 453 779,00 €          | 428 529,00 €          | 441 885,00 €          | 646 238.00€                |
| Opérations pour<br>compte de tiers (D45)            | 11 296,00 €           | 11 573,00 €           | 1 187,00 €            | - €                   | 4 280.00€                  |
| <b>RECETTES<br/>D'INVESTISSEMENT<br/>(hors R16)</b> | <b>2 024 744,00 €</b> | <b>2 289 265,00 €</b> | <b>1 680 634,00 €</b> | <b>2 818 888,00 €</b> | <b>3 259 562.00€</b>       |
| FCTVA   | 397 816,00 €          | 264 858,00 €          | 686 969,00 €          | 540 063,00 €          | 808 843.00€                |
| Taxe d'aménagement                                  | 381 770,00 €          | 287 479,00 €          | 337 096,00 €          | 389 301,00 €          | 450 271.00€                |
| Subventions<br>d'investissement<br>reçues           | 648 836,00 €          | 993 907,00 €          | 336 324,00 €          | 1 606 242,00 €        | 1 497 811.00€              |
| Autres recettes<br>d'investissement                 | 108 087,00 €          | 336 258,00 €          | 159 201,00 €          | 218 070,00 €          | 430 903.00€                |

Les principales dépenses d'équipement de la section d'investissement 2022 ont été les suivantes :

| N° de politique publique  | Réalisé      | Réalisé      | Crédits<br>engagés<br>(reportés sur<br>2023) |
|---|--------------|--------------|--|
|   | 2021         | 2022         | 2022   |
| Total   | 4 863 807,74 | 5 434 323,84 | 1 389 891,03                                 |
| A VENTILER  | 92 811,98    | 0,00         | 8 037,75                                     |
| 0 - OPERATIONS NON VENTILABLES                                  | 374 563,60   | 358 444,74   | 0,00   |
| 1 - ESPACE PUBLIC   | 541 331,37   | 1 429 148,23 | 139 996,74                                   |
| 2 - MONUMENTS HISTORIQUES OU NON PATRIMOINE CULTURELS ET AUTRES | 874 562,14   | 929 867,33   | 206 807,45                                   |
| 3 - GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT DU PATRIMOINE                 | 474 840,87   | 242 616,46   | 373 109,12                                   |
| 4 - FONCIER   | 59 123,27    | 226 277,30   | 6 690,69                                     |
| 5 - MATERIELS DES SERVICES                                      | 626 359,24   | 467 908,22   | 191 642,88                                   |
| 6 - PARTICIPATION SIVOM DE LA MADELEINE                         | 90 665,12    | 204 143,82   | 0,00   |
| 7 - AMENAGEMENTS STRUCTURANTS                                   | 58 008,13    | 1 193 618,22 | 215 822,97                                   |
| 8 - PROJETS STRUCTURANTS  | 1 671 542,02 | 382 299,52   | 247 783,43                                   |
| 9 - PROVISIONS POUR ETUDES ET TRAVAUX                           | 0,00         | 0,00         | 0,00   |

Pour financer l'ensemble de ces dépenses d'investissement, la commune de Guérande a pu compter sur ses partenaires traditionnels pour solliciter et obtenir le versement de subventions

1. De la part de l'État (au titre de la DSIL pour 185K€ fléchés en direction de la rénovation du complexe Jean Ménager et pour 20K€ environ pour les jardins partagés) ;
2. De la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) au titre de la rénovation de son patrimoine historique (232K€) ;
3. Du Conseil départemental de Loire-Atlantique pour la restauration des remparts (140K€) et la rénovation du complexe sportif Jean Ménager (211K€) ;
4. De la Région des Pays de la Loire pour la restauration des remparts (61K€) ou la rénovation du Complexe Jean Ménager (101K€) ;
5. De l'Agglo. Cap Atlantique (140K€).

C'est ainsi un peu plus de 1.4M€ qui ont participé au financement des investissements 2022 menés par la collectivité.

La commune a également pu compter en 2022 sur le soutien de la Fondation du Patrimoine qui a versé pour près de 135K€ à la commune en vue de participer aux programmes de restauration de la Porte Saint-Michel et de Tour Sainte-Anne des remparts de la ville de Guérande.

La Fondation du Patrimoine s'est montrée particulièrement pro-active pour coordonner les opérations de mécénat en lien notamment avec la Fondation TOTAL et le club des mécènes du patrimoine de Loire-Atlantique.

Fort de une capacité d'autofinancement nette de 2.8M€ en 2022 et d'un niveau de subventions d'investissement qui s'est maintenu courant 2022 par rapport à 2021, la commune de Guérande est parvenue à réaliser son programme d'investissements sans puiser dans son fonds de roulement (ses réserves).

Au terme de l'exercice 2021, le fonds de roulement de la commune devrait avoisiner les 4.4M€ (contre 2.8M€ à fin décembre 2021). Pour mémoire, il est d'usage pour les collectivités de présenter un niveau de fonds de roulement de l'ordre de 3 mois de charges réelles de fonctionnement ; ce qui est le cas pour la ville de Guérande.

### **Plan de financement des investissements réalisés en 2022 (simplifié)**

|  |               |   |               |
|--|---------------|---|---------------|
| <b><u>Dépenses d'investissement</u></b>                              | 5 400 000.00€ | <b><u>Recettes d'investissement</u></b> | 6 980 000.00€ |
|  |               | Dont FCVTA                              | 800 000.00€   |
|  |               | Dont taxe d'aménag.                     | 450 000.00€   |
|  |               | Dont Subventions                        | 1 500 000.00€ |
|  |               | Dont autres (mécénat, etc...)           | 430 000.00€   |
|  |               | Dont emprunt                            | 1 000 000.00€ |
|  |               | Dont CAF nette                          | 2 800 000.00€ |
|  |               | Dont cessions d'actifs                  | 70 000.00€    |
| Variation de la trésorerie au 31/12/2022 (par rapport au 31/12/2021) |               | + 1.6M€                                 |               |
| Trésorerie au 31/12/2022   |               | 4.4M€ (contre 2.8M€ au 31/12/2021)      |               |

## 4 - LA DETTE

L'encours de dettes de la ville de Guérande s'élève au 31/12/2022 à 19.9M€. La collectivité s'est désendettée au cours de l'exercice 2021 pour environ 1M€.

Pour mémoire, la ville de Guérande a mobilisé courant décembre 2021 un emprunt d'1M€ auprès de la Caisse d'Épargne (emprunt par la suite cédé à sa filiale du Crédit foncier). Cet emprunt encaissé le 21/01/2022 est venu renforcer la structure bilantielle de la commune qui affiche désormais un fonds de roulement en mesure d'être sollicité pour financer son PPI 2023 / 2026 (Plan Pluriannuel d'Investissements).

Cet emprunt 2021 a été réalisé moyennant un taux d'intérêt de 0.68% sur une période d'amortissement de 20 ans. Ce qui permet à la commune de réduire le taux d'intérêt global de son encours de dettes.

L'encours de dette de la ville de Guérande n'est pas exposé à un risque de taux (aucun emprunt dit « structuré »).

91% de l'encours sont adossés à des emprunts à taux fixe, 9% des emprunts sont sur des index variables (EURIBOR, TAG 3 mois et Livret A).

La ville de Guérande détient :

- 31 emprunts au passif de son bilan au 31/12/2022
- Pour une durée résiduelle globale de 30 ans
- Pour un taux d'intérêt moyen de 2.45% (au 31/12/2022)

L'encours de la dette de la ville de Guérande a évolué de la manière suivante entre 2018 et 2022 (toutes dettes comprises dont « Partenariat Public Privé » avec Bouygues et « Bail emphytéotique administratif » pour la Gendarmerie).

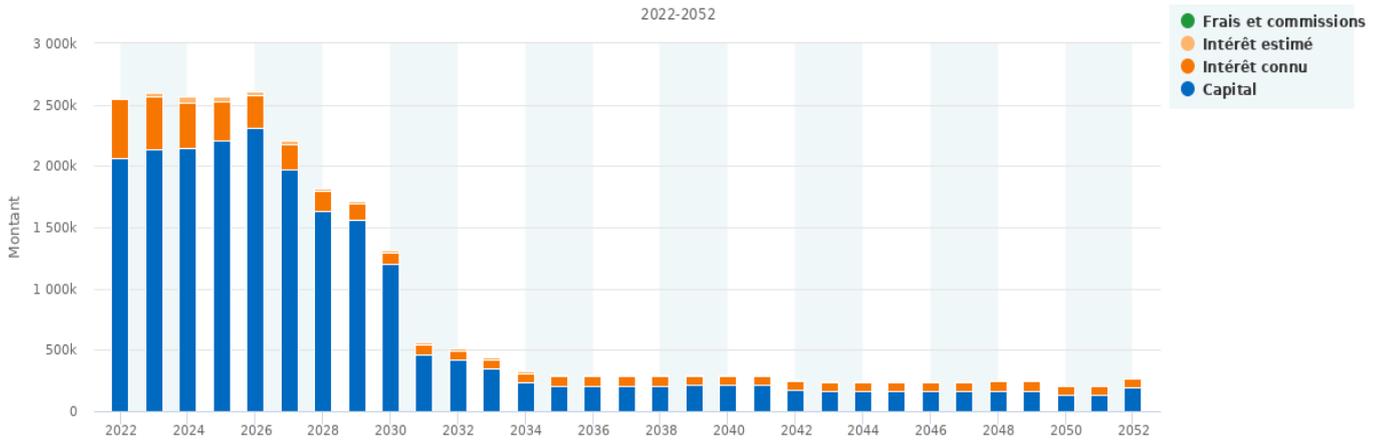
|  | 2018            | 2019            | 2020            | 2021            | 2022            |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>ENCOURS DE DETTE AU 31/12</b>                           | 25 027 789,70 € | 24 959 048,64 € | 23 002 185,00 € | 20 966 845,00 € | 19 898 248,60 € |
| <b>ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE</b>                     | + 1,91%         | -0,27%          | -7,84%          | -8,85%          | -5,10%          |
| <b>CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT (en années de CAF brute)</b> | 7,33            | 6,1             | 6,63            | 5,19            | 4,10            |

Pour mémoire, l'encours de dettes de la commune se structure de la façon suivante (au 31/12/2022) :

- 13.9M€ de dettes bancaires « classiques »
- 2.1M€ (TTC) d'encours lié au PPP signé avec Bouygues dans le cadre du plan lumière de la ville
- 3.9M€ d'encours de dettes au titre du BAE « Gendarmerie » (dont le laissé à charge pour la commune avoisine les 60K€ environ annuellement).

Au cours des prochains exercices, et hors emprunts nouveaux, la commune devrait enregistrer des échéances d'emprunts globalement stables aux alentours des 2.5M€ jusqu'en 2026 avant de connaître une décade importante de ses remboursements à compter de 2027.

### Echéances des emprunts



### Plan d'extinction de l'encours de dette



A noter que les échéances d'emprunts des années 2023/2026 seront plus « riches » en capital qu'en intérêts signe que nombre d'emprunts entrent dans leur seconde phase de remboursement.

Compte tenu du niveau de capacité d'autofinancement brute prévisionnelle affichée par la commune pour 2022, la capacité de désendettement de la ville de Guérande s'élève à 4 années environ au 31/12/2022 contre 5.2 années au 31/12/2021.



## 5 - LES EFFECTIFS ET LA MASSE SALARIALE

Avec 11.6M€ en 2022 contre 11.2 M€ en 2021, les charges de personnel comptabilisées sur le chapitre 12 de la ville représentent le premier poste de dépenses de la ville. Point d'attention toutefois, la ville exerce une très grande majorité de ses services en régie et n'externalise que peu de missions.

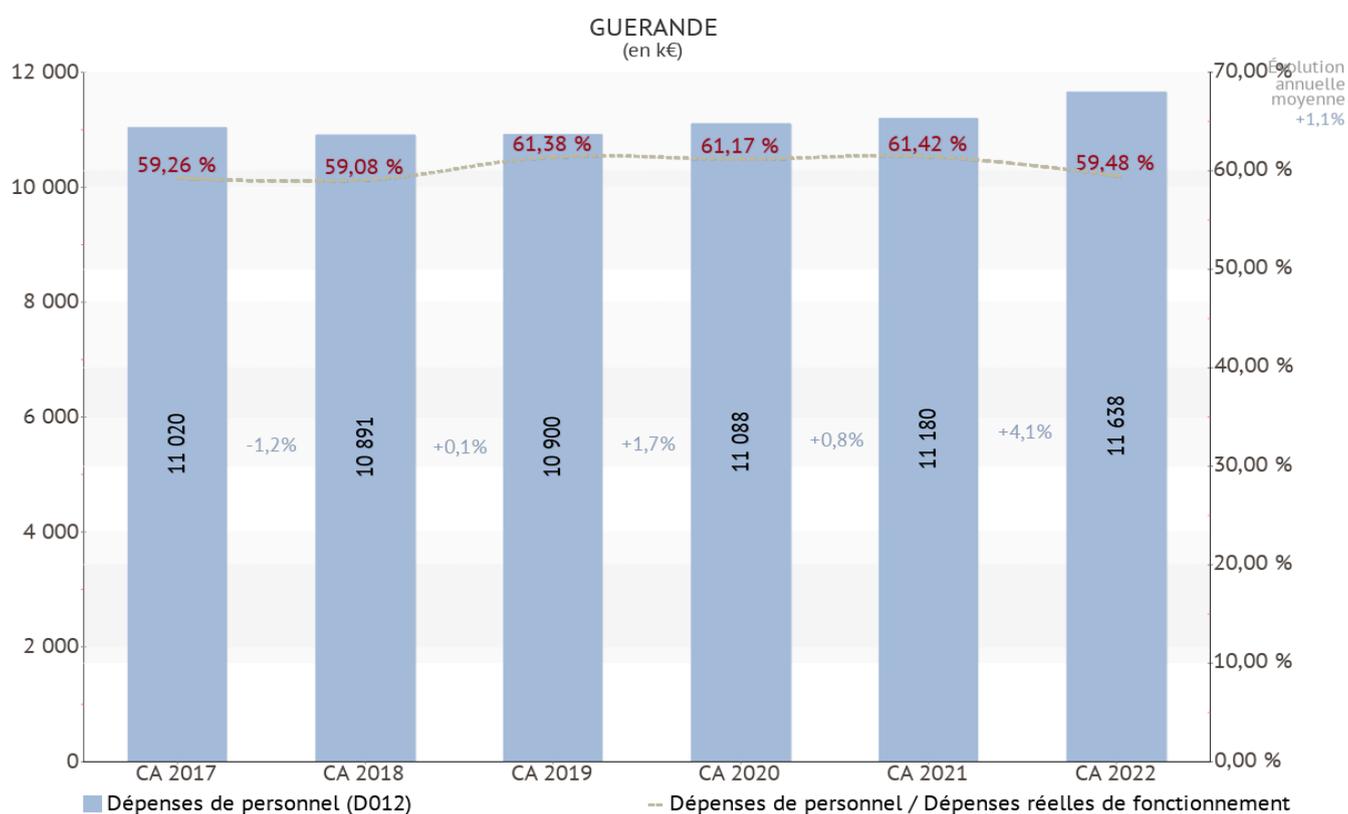
Les effectifs (ETP) tels que présentés ci-dessous correspondent aux personnels rémunérés dans le train de paye de janvier de l'exercice considéré (source ADELICE).

| Catégorie (ETP) | Janv. 2017    | Janv. 2018    | Janv. 2019   | Janv. 2020    | Janv. 2021    | Janv. 2022    |
|-----------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| Catégorie A     | 19            | 20            | 17           | 20,17         | 17            | 20,7          |
| Catégorie B     | 34,24         | 35,75         | 34,81        | 29,94         | 31,96         | 34,73         |
| Catégorie C     | 203,67        | 207,51        | 198,91       | 203,92        | 194,17        | 172,08        |
| Autres          | 6,97          | 10,3          | 10,88        | 6,8           | 25,06         | 40,21         |
| <b>Totaux</b>   | <b>263,88</b> | <b>273,56</b> | <b>261,6</b> | <b>260,83</b> | <b>268,19</b> | <b>267,72</b> |

La ville de Guérande comptait à fin décembre 2022 :

- 64.82% de ses effectifs à temps plein (soit environ 5% de plus qu'à fin décembre 2021)
- 83.28% de titulaires
- 63% de femmes et 37% d'hommes
- Une moyenne d'âge de 45 ans pour les femmes et 44 ans pour les hommes.
- Une dépense brute moyenne de 3118€ pour les femmes et de 3528€ pour les hommes.

L'impact financier lié à la revalorisation du point d'indice de +3.5% au 1<sup>er</sup> juillet 2022 a eu pour conséquence une hausse des rémunérations à la charge de la commune de + 175 833.00€ (pour 6 mois). Sur 2023, la revalorisation du point d'indice aura pour incidence d'augmenter les dépenses de rémunérations de + 349 002.00€ environ d'après les estimations.



Pour rappel, l'année 2022 correspond à l'année du passage au 1607h conformément à la réglementation.

Un bilan du passage au 1607h sera réalisé courant 2023.

Pour effectuer ce bilan, un questionnaire a été adressé courant décembre 2022 à l'ensemble des cadres assurant des fonctions managériales et à l'ensemble des agents de la collectivité afin de préciser voire d'affiner certains points qui auraient pu soulever des interrogations courant 2022.

### Concernant les heures supplémentaires mises en paye :

| Détail des heures complémentaires et supplémentaires | 2019         | 2020         | 2021        | 2022        |
|--|--------------|--------------|-------------|-------------|
| -- Heures supplémentaires et heures complémentaires  | 230 754,85 € | 166 371,41 € | 64 444,29 € | 76 756,97 € |
| --- Heures complémentaires                           | 114 126,91 € | 77 228,08 €  | 9 516,57 €  | 14 639,22 € |
| -- Heures supplémentaires                            | 116 627,94 € | 89 143,33 €  | 54 927,72 € | 62 117,75 € |
| -- Heures supplémentaires                            | 39 609,48 €  | 27 017,45 €  | 20 094,30 € | 10 413,35 € |
| ---- Heures supplémentaires > 14h                    | 8 863,32 €   | 5 225,79 €   | 3 932,13 €  | 908,08 €    |
| ---- Heures supplémentaires Dim. & J.F.              | 64 427,03 €  | 40 113,11 €  | 12 399,80 € | 16 135,37 € |
| ---- Heures supplémentaires élections                | - €          | 13 860,42 €  | 14 863,37 € | 30 154,68 € |
| ---- Heures supplémentaires Nuit                     | 3 728,11 €   | 2 926,56 €   | 3 638,12 €  | 4 506,27 €  |

### Détail des flux de paye mis en paiement :

| Détail de la masse salariale (flux de paye uniquement)      | 2017                   | 2018                   | 2019                   | 2020                   | 2021                   | 2022                   |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Brut  | 7 959 694,08 €         | 7 950 650,68 €         | 7 954 180,12 €         | 8 049 917,12 €         | 8 015 171,64 €         | 8 279 769,19 €         |
| -- Rémunération permanente                                  | 6 380 445,00 €         | 6 315 486,54 €         | 6 237 087,93 €         | 6 308 912,68 €         | 6 409 269,36 €         | 6 616 960,97 €         |
| -- Heures supplémentaires et heures complémentaires         | 147 824,71 €           | 143 593,71 €           | 230 754,85 €           | 166 371,41 €           | 64 444,29 €            | 76 756,97 €            |
| -- Régime indemnitaire                                      | 1 321 220,90 €         | 1 319 845,10 €         | 1 326 648,50 €         | 1 400 358,06 €         | 1 371 327,18 €         | 1 411 650,33 €         |
| --- Indemnité d'administration et de technicité             | 26 570,15 €            | 10 311,38 €            | 11 828,52 €            | 12 440,16 €            | 15 916,70 €            | 18 267,55 €            |
| --- Indemnité forfaitaire travaux supplémentaires           | 21 847,33 €            | 20 462,29 €            | 4 747,56 €             |                        |                        |                        |
| --- Prime de fin d'année                                    | 498 860,38 €           | 504 902,40 €           | 493 262,47 €           | 506 224,35 €           | 498 501,74 €           | 522 027,47 €           |
| --- Prime de service et de rendement                        | 30 116,06 €            | 30 785,08 €            | 23 547,86 €            | 21 749,85 €            | 19 280,38 €            |                        |
| --- Primes & Indemnités                                     | 58 266,81 €            | 55 642,88 €            | 53 559,05 €            | 68 055,15 €            | 51 784,56 €            | 9 614,28 €             |
| --- I.F.S.E.  | 699 552,99 €           | 709 919,61 €           | 752 567,85 €           | 805 304,65 €           | 797 772,68 €           | 876 666,76 €           |
| --- Transfert primes / points d'indice                      | - 39 098,01 €          | - 38 290,34 €          | - 41 941,50 €          | - 43 968,84 €          | - 43 506,15 €          | - 42 898,91 €          |
| --- Indemnité spéciale mensuelle de fonctions de police     | 25 105,19 €            | 26 111,80 €            | 29 076,69 €            | 30 552,74 €            | 31 577,27 €            | 27 973,18 €            |
| -- Autres rémunérations                                     | 110 203,47 €           | 171 725,33 €           | 159 688,84 €           | 174 274,97 €           | 170 130,81 €           | 174 400,92 €           |
| --- Indemnité de fin de contrat                             |                        |                        |                        |                        | 20 846,00 €            | 24 903,89 €            |
| --- Congés payés  | 67 310,11 €            | 61 508,90 €            | 49 857,55 €            | 41 646,07 €            | 41 453,44 €            | 34 326,44 €            |
| --- Astreintes  | 16 104,33 €            | 11 009,57 €            | 10 667,36 €            | 10 828,16 €            | 11 105,81 €            | 13 382,58 €            |
| --- Indemnités au comptable et aux régisseurs               | 3 921,97 €             | 2 476,95 €             | 1 318,02 €             | 160,00 €               |                        |                        |
| --- Garantie individuelle du pouvoir d'achat                | 2 744,57 €             |                        | 938,46 €               | 2 947,50 €             | 3 278,48 €             | 6 385,49 €             |
| --- Compte épargne temps                                    |                        | 4 340,00 €             | 1 300,00 €             | 9 112,50 €             |                        |                        |
| --- Indemnité compensatrice de la hausse de la CSG          |                        | 73 381,32 €            | 70 514,69 €            | 70 327,52 €            | 73 478,58 €            | 68 122,90 €            |
| --- Prime Covid   |                        |                        |                        | 15 930,00 €            |                        |                        |
| --- Retenue sur primes                                      | - 169,26 €             | - 35,37 €              | - 184,84 €             | - 50,59 €              | - 304,49 €             | - 141,03 €             |
| --- Retenue sur primes (carence)                            |                        | - 1 386,59 €           | - 1 282,97 €           | - 1 106,90 €           | - 1 333,98 €           | - 1 408,37 €           |
| --- Remboursement de frais                                  | 1 976,31 €             | 2 562,14 €             | 2 501,86 €             | 1 904,54 €             | 987,17 €               | 5 072,96 €             |
| --- Participations employeur mutuelle ou protection sociale | 18 315,44 €            | 17 868,41 €            | 24 058,71 €            | 22 576,17 €            | 20 619,80 €            | 23 474,00 €            |
| Charges   | 3 159 524,02 €         | 3 032 784,39 €         | 3 031 667,64 €         | 3 068 198,91 €         | 3 094 954,59 €         | 3 208 355,15 €         |
| -- CDG - CNFPT  | 119 460,41 €           | 118 162,97 €           | 119 030,84 €           | 111 343,06 €           | 121 987,69 €           | 129 566,92 €           |
| -- Retraite   | 1 555 851,15 €         | 1 535 051,80 €         | 1 565 037,35 €         | 1 626 084,52 €         | 1 625 405,94 €         | 1 659 680,24 €         |
| -- Urssaf   | 1 382 460,48 €         | 1 278 128,76 €         | 1 250 238,41 €         | 1 233 892,93 €         | 1 262 748,87 €         | 1 331 588,41 €         |
| -- Autres charges   | 101 751,98 €           | 101 440,86 €           | 97 361,04 €            | 96 878,40 €            | 84 812,09 €            | 87 519,58 €            |
| <b>Totaux</b>   | <b>11 119 218,10 €</b> | <b>10 983 435,07 €</b> | <b>10 985 847,76 €</b> | <b>11 118 116,03 €</b> | <b>11 110 126,23 €</b> | <b>11 488 124,34 €</b> |

## **6 - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023**

### **6 - 1 – LE CONTEXTE DU BUDGET 2023**

L'élaboration du budget prévisionnel 2023 s'inscrit dans un contexte marqué par de fortes tensions inflationnistes qui impactent certes le prix des fluides mais également le prix des denrées alimentaires mais aussi le montant des devis présentés par les entreprises consultées par la commune dans le cadre des marchés publics de travaux.

Le budget 2023 sera également marqué par l'entrée en vigueur du « Pacte financier et fiscal » élaboré par l'Agglo. CAP Atlantique et qui a vocation à régir pour l'avenir les relations financières entre l'intercommunalité et ses communes membres.

### **6 – 2 - LES PRINCIPES FONDATEURS DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023**

#### *6 - 2 - 1 – ACTUALISER LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS POUR LA PÉRIODE 2023 – 2027.*

L'actualisation du PPI a été établie eu égard :

1. À la capacité de la commune à pouvoir porter financièrement l'ensemble de ces projets sans obérer sa situation financière ;
2. À la capacité de la commune à porter ces projets d'investissements d'un point de vue « humain ». La capacité « à faire » des équipes techniques et administratives fait partie des variables prises en compte pour établir un PPI réaliste.
3. À la nécessité d'inscrire structurellement un « talon » de dépenses d'investissement récurrentes de 3M€/an afin d'entretenir notre patrimoine historique et administratif, d'équiper les services pour fonctionner et de participer à l'investissement porté par l'Agglo. Cap Atlantique et le SIVOM de la Madeleine.
4. À la volonté de l'État de nouer de nouvelles relations financières avec les communes et les intercommunalités à fiscalité propre dans le cadre des « Contrats de Relance et de Transition Énergétique – CRTE » dans la perspective d'accompagner au mieux les investissements portés par les collectivités (dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local et du Fonds vert notamment).

Au titre de 2023, la commune envisage ainsi d'inscrire à son budget primitif plus de 8M€ de dépenses d'investissement nouvelles. Ces crédits nouveaux viendront s'ajouter aux 1.5M€ de crédits d'investissement 2022 engagés fin 2021 reportés en 2023 (restes à réaliser).

#### *6 - 2 - 2 – DEGAGER STRUCTURELLEMENT UN NIVEAU DE CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE ADAPTÉ AUX AMBITIONS D'INVESTISSEMENT PORTÉES PAR LA COMMUNE*

Pour parvenir à tenir ce rythme d'investissement sur la période, la commune se doit :

1. De piloter le niveau de sa capacité d'autofinancement nette de façon à maximiser le niveau des ressources internes susceptibles d'être fléchées en direction de l'autofinancement de son PPI.
2. De contenir l'évolution de ses dépenses de fonctionnement et de maximiser ses recettes de fonctionnement (exercice de prévision rendu délicat cette année encore compte tenu du contexte inflationniste).
3. De se montrer particulièrement « pro active » pour rechercher et obtenir des concours financiers sur ses projets d'investissement (en lien notamment avec l'Agglo. Cap Atlantique qui s'est étoffée récemment d'une chargée de subventions et financements de projets qui coordonne les communes membres en vue de solliciter les différents partenaires financiers).

4. De suivre avec régularité l'exécution de son PPI et de le « rephaser » en fonction des contraintes qui pourraient survenir en cours d'exécution.

### **6 - 3 – LES HYPOTHESES FINANCIERES RETENUES POUR LE BUDGET PREVISIONNEL 2023 POUR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

#### *6 - 3 - 1 – CONTENIR L'EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT.*

##### 6 - 3 - 1 - 1 – Les dépenses à caractère général (011).

Au niveau des dépenses, les charges à caractère général pourraient être marquées par une progression significative courant 2023 mais ciblées uniquement sur certains postes de dépenses principalement les fluides et l'alimentaire.

Des réunions d'arbitrage ont été organisées avec l'ensemble des Directions fin novembre – début décembre 2022 afin :

- D'interroger les inscriptions budgétaires proposées par les services ;
- De rappeler le contexte inflationniste
- De travailler à l'adaptation des budgets avec les services dans ce contexte afin de ne pas (trop) éroder les résultats prévisionnels de la commune.

Une attention toute particulière a été portée à l'évolution des demandes des services pour 2023 en lien avec leurs consommations de crédits 2021 et 2022. Il ressort de ces réunions que les budgets resteront globalement constants entre 2022 et 2023 au niveau du chapitre 011 (hors fluides et hors alimentaires).

Attention toutefois, le niveau de crédits chapitre 011 pour 2023 sera en trompe l'œil car en raison de l'annulation de l'édition 2023 de la fête médiévale, ce sont près de 150K€ de crédits qui ne seront pas ouverts sur le chapitre 011 pour 2023.

Au titre des progressions significatives intégrées dans le budget prévisionnel 2023 au niveau du chapitre 011 « Charges à caractère général », on recense donc des tensions significatives sur le prix des fluides (gaz + 80% soit + 100K€, électricité + 100% par rapport à 2022 soit +300K€). Ces hausses sont importantes, toutefois, en tant que membre du SYDELA, la commune bénéficie des tarifs négociés dans le cadre d'achats groupés qui lui permettent d'être moins exposée à l'envolée du prix des fluides.

**Le BP 2023 devrait ainsi proposer l'inscription de 4.6M€ de crédits au chapitre 011 (contre 4.1M€ au BP 2022 après décision modificative et contre 3.8M€ de crédits consommés au titre de 2022).**

Des ajustements par décisions modificatives sont programmés au cours de l'exercice 2023 (septembre) afin d'affiner ces ouvertures de crédits en fonction des besoins exprimés par les services ou les contingences du moment.

De plus, une délibération permettant d'autoriser M. le Maire à effectuer des virements de crédits entre chapitres (hors 012 / Dépenses de personnel) sera proposée lors du Conseil municipal du 29 mars 2023 de façon à assurer une certaine fongibilité des crédits au sein du budget entre chapitres.

##### 6 - 3 - 1 - 2 – Les dépenses de personnel (012)

Le contexte économique national d'inflation vient impacter les enjeux de rémunérations des employeurs publics et se traduisent concrètement par des charges nouvelles (mesures nationales liées au SMIC, au

point d'indice, aux requalifications de grille) mais aussi aux attentes des salariés de revalorisation salariale régulières. 2023 pourrait donc être marquée par de nouvelles mesures nationales si l'inflation poursuit son rythme actuel.

Par ailleurs, le marché du travail est actuellement traversé par de nombreuses tensions qui entraînent une mise en compétition des employeurs pour garder leur attractivité. Perceptible dès fin 2021, cette tendance s'est massifiée sur le secteur des ressources humaines y compris entre employeurs publics. Elle se traduit concrètement par une surenchère des prétentions salariales tant côté candidat que des employeurs.

En interne à la collectivité de Guérande, cette préparation budgétaire s'inscrit dans un contexte :

1. De report de recrutements prévus et non réalisés en 2022 faute de candidat correspondant au profil recherché,
2. De prise en compte des mesures financières (régime indemnitaire) et organisationnelles (projets de direction) actées en 2022 qui vont être mises en œuvre budgétairement au cours de l'exercice 2023.
3. D'incertitudes quant à certains mouvements de personnel (départ en mutation ou retraite, reprise de travail, durée des procédures de remplacements) qui auront comme en 2022 des conséquences financières sur le budget mais difficiles à appréhender ex ante.

Les propositions de crédits de personnel pour 2023 (chapitre 012) s'inscrivent dans une double optique :

1. Sincérité budgétaire : Cette sincérité se traduit dans la construction de scénarios, soit par l'absence d'hypothèses sur certains sujets (carrière, départ volontaire, vacance de poste, régime indemnitaire) soit en calculant au plus près les dates d'effets de chaque mesure d'entrée (remplacement ou création).
2. Un cap purement « Ressources humaines » qui se décline :
  - a. Investir dans la vie et la carrière de nos agents en lien avec les engagements des élus pour stabiliser l'organisation interne,
  - b. Garder malgré tout une attractivité en tant qu'employeur de la place rendue délicate par le contexte économique et le coût des logements dans le secteur,
  - c. Agir sur la qualité de vie au travail en priorité pour les agents les plus exposés.

**C'est donc une prévision budgétaire pour le chapitre 012 de 12.6M€ environ qui est proposée pour l'exercice 2023, en évolution de +8.5% (+990 000 €) par rapport à l'exécuté 2022 prévisionnel (11.6M€) ou de +7% (+800K€) par rapport aux ouvertures de crédits 2022 (11.8M€).**

Dans le détail, cette hausse de crédits prévisionnels se structure ainsi :

1. +400K€ d'augmentations consécutives à des mesures « subies » dont la revalorisation du point d'indice décidée au 01/07/2022 qui impactera le budget en année pleine sur 2023 et la refonte des grilles de rémunération des cadres de catégories B et C,
2. + 45K€ consécutifs à des mesures de revalorisation du plancher du régime indemnitaire décidée en octobre 2022 et qui impacteront en année pleine le budget à compter de 2023
3. +200K€ consécutifs à des mesures de consolidation des emplois (accès à l'emploi de fonctionnaires, augmentation de quotités de travail, nomination par suite de réussites à des concours)
4. +350K€ pour des créations d'emplois (dont les mesures volontaristes décidées dans le cadre du projet de Direction Éducation et Sports).

En fonction de l'exécution du BP 2023, des ajustements seront éventuellement nécessaires. Ils feront l'objet d'une décision modificative éventuellement en septembre 2023.

### 6 – 3 – 1 – 3 – Les autres charges courantes et les autres charges

Au niveau des dépenses du chapitre 65, les principales tendances pour 2022 sont de poursuivre :

- La participation de la ville au fonctionnement du SIVOM de la Madeleine ;
- La participation de la ville au fonctionnement du CCAS
- Les subventions aux associations

Ce sont environ 3.3M€ qui seraient proposés pour 2023 contre 3M€ en 2022. Cette hausse de +300K€ s'explique principalement par la revalorisation de la participation versée par la ville de Guérande à son CCAS dont le montant a été limité courant 2022 au minimum afin de résorber au maximum les excédents constatés sur ce budget à fin 2021.

Pour 2023, la participation de la commune au CCAS serait de 950K€ contre 663K€ en 2022 (hors refacturation de frais qui représente une opération blanche pour les 2 structures).

En ce qui concerne la participation de la ville de Guérande au SIVOM de la Madeleine en fonctionnement, elle s'élèverait à 675K€ pour 2023 contre 660K€ en 2022. La participation de la commune dans le SIVOM pour l'investissement sera traitée infra.

Compte tenu de la revalorisation du point d'indice, les crédits relatifs aux indemnités des élus sont également majorés de + 5000.00€ environ.

Enfin, s'agissant du soutien apporté par la commune aux associations ainsi qu'aux écoles privées, le montant fléché pour 2023 s'élèverait à 1.3M€ environ contre 1.267K€ inscrits au BP 2022.

A noter que les recettes de la commune ne se seront pas diminuées en 2023 au titre de la Loi « Solidarité et Renouvellement Urbains / SRU ». En effet, la moins-value enregistrée par la commune lors de la vente de l'ex-école du Village de La Madeleine en 2021 (300K€), dans l'objectif de réaliser des logements sociaux a été imputée sur le prélèvement théorique 2023 et ramène celui-ci à zéro pour 2023 (et à hauteur de 170K€ en 2024)

### 6 – 3 – 2 – INSCRIRE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT D'UN NIVEAU RÉALISTE ET PRUDENT

La commune prévoit courant 2023 une hausse de ses bases fiscales de l'ordre 7.10% par rapport à 2022 en raison notamment de la variation de l'IPCH (+7.10%), l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH qui mesure l'inflation pour la France par l'INSEE suivant des directives arrêtées conjointement par l'ensemble des pays membres de l'UE).

Cet indice est pris en compte par l'Administration fiscale (DGFIP) pour revaloriser en 2023 les bases d'imposition 2022 qui serviront à l'établissement des impôts locaux perçus au bénéfice de la commune (+7.10% auquel on ajoutera des bases supplémentaires en lien avec les nouvelles constructions).

Dès 2023, la commune envisage une hausse faible mais régulière du taux des impôts locaux tous les ans dans la perspective :

- D'afficher un niveau de capacité d'autofinancement nette en mesure d'accompagner la réalisation du plan pluriannuel d'investissements ;
- De compenser la hausse des charges enregistrées en lien avec l'inflation ;
- De maintenir le niveau des services publics pour les usagers ;
- De maintenir une situation financière solide et saine pour les municipales à venir.

Les recettes des impôts locaux (taxes foncières et taxe d'habitation) ont ainsi été estimées pour 2023 à 14M€ environ (contre 13.1M€ en 2022).

Les droits de mutation pourraient être estimés à 1.3M€ pour 2023 contre 1.550K€ inscrits au BP 2022. Pour mémoire, la recette 2022 pour les droits de mutation n'a pas atteint les 1.4M€ pour 2022, loin des 1.735K€ encaissés sur 2021. Compte tenu des tensions sur le marché des emprunts pour les particuliers et d'une potentielle baisse des prix de l'immobilier, une certaine prudence s'impose en la matière.

Le produit de la taxe sur l'électricité a également été inscrit pour montant prudent (350K€ pour 2023 contre 380K€ inscrits pour 2022) dans un contexte marqué par des baisses de consommation qui pourraient impactées notre budget.

Le produit de la taxe de séjour devrait être estimé pour 215K€ en 2023 sachant que nous avons encaissé pour plus de 205K€ sur 2022. Cette recette semble avoir retrouvé un vrai dynamisme.

Dans le cadre du pacte financier et fiscal de l'Agglomération, la commune devrait enregistrer courant 2023 des reversements de fiscalité en fonctionnement de plusieurs natures :

- Une attribution de compensation pour 1.9M€ (contre 2M€ en 2022).
- Une dotation de solidarité communautaire de 100K€ environ (absente en 2022).

Une recette de 400K€ concernant les éoliennes en mer sera à ajouter au BP 2023 afin de tenir compte du raccordement au réseau électrique des éoliennes implantées au large de la Presqu'île fin 2022.

Les dotations de l'État seraient estimées stables en 2023 par rapport à 2022 (1.8M€ environ).

La commune a également budgété une progression relative de ses recettes « tarifées » en application des revalorisations tarifaires adoptées lors du Conseil municipal du 14 décembre 2022 (+ 5% pour la restauration scolaire et +3% pour les autres prestations en moyenne). Les recettes des services ont retrouvé en 2022 leurs niveaux d'avant pandémie et devraient être confortés sur 2023.

### *6 - 3 -3 - UN NIVEAU DE CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT PRÉVISIONNEL QUI S'ÉRODERAIT EN LIEN AVEC LE CONTEXTE INFLATIONNISTE*

Compte tenu des éléments prévisionnels inscrits au BP 2023, la commune afficherait une CAF nette inférieure à 2M€ pour 2023 (sur la base d'une consommation exhaustive des enveloppes de crédits ouvertes).

Le niveau de CAF nette prévisionnelle de la commune s'éroderait donc par rapport à 2021 (2M€) et 2022 (2.8M€).

## **6 - 4 – LES HYPOTHESES FINANCIERES RETENUES POUR LE BUDGET PREVISIONNEL 2023 POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

### *6 - 4 - 1 - INVESTIR POUR ENTRETENIR, ADAPTER ET DEVELOPPER SON PATRIMOINE*

Structurellement, les services techniques ont évalué un besoin d'investissement « récurrent » de l'ordre de 3M€/an.

Ce « talon » d'investissement permet de réaliser du gros entretien et des grosses réparations afin de maintenir en l'état notre patrimoine scolaire, culturel, sportif etc...

A cet effort de premier niveau, s'ajoute également un important volant de dépenses d'investissement en lien avec la restauration du patrimoine historique de la commune (ainsi que les petits patrimoines des villages).

En outre, il est apparu nécessaire de valoriser et de recenser les besoins des services en « Matériels » afin de leur permettre de fonctionner. Plusieurs lignes de crédits ont donc été fléchées afin de doter les services en matériels adéquats.

A cet effort d'investissement récurrent, la ville a déterminé plusieurs « Aménagements » ou « Projets » structurants.

Ces projets font l'objet d'un phasage de réalisation décliné en annexe du présent rapport. Ce phasage pourra faire l'objet d'adaptation en fonction des contraintes rencontrées. Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) présenté est prévisionnel. C'est un document de programmation uniquement.

Parmi les dépenses d'investissement prévisionnelles inscrites au projet de budget pour 2023, on recense :

- La 2<sup>nd</sup>e tranche des travaux de rénovation du complexe sportif Jean Ménager (1.5M€)
- La reprise du Clocher de l'église du Village de Saillé (500K€)
- L'extension du Cimetière paysager et la pose de nouveaux caveaux par le budget annexe des « Pompes funèbres » (1M€)
- La rénovation de l'éclairage public en lien avec Territoire d'énergie 44 (600K€)
- La construction d'un nouvel accueil périscolaire (éléments modulaires) sur le site de l'école Jean de la Fontaine du Village de la Madeleine (sous maîtrise d'ouvrage SIVOM mais moyennant une participation du budget général de la ville de Guérande) (500K€) sous réserve d'une validation par les élus de la commune de Saint-Lyphard,
- La création d'une voie nouvelle dans l'ilot ouvert à l'urbanisation situé à l'arrière de l'Hôtel de Ville (500K€)
- Des aménagements de sécurité sur voirie (300K€)

#### *6 – 4 – 2 – FINANCER LE BESOIN D'INVESTISSEMENT TOUT EN DESENDETTANT LA COMMUNE.*

Pour financer les besoins de financement nés de la réalisation de son PPI (8M€ de crédits nouveaux pour 2023 + 1.4M€ de crédits 2022 reportés sur 2023), la commune compte mobiliser :

- Sa capacité autofinancer ses investissements pour 1.6M€
- Pour 600K€ de FCTVA
- Pour 450K€ de taxe d'aménagement
- Pour 1.1M€ de subventions d'investissement
- Pour 210K€ de mécénat
- Pour 1.3M€ de produits de cessions d'actifs (dont St Jean pour 850K€)
- Ses réserves (son fonds de roulement) qui s'élève au 31/12/2022 à 4.4M€

En lien avec l'Agglomération. CAP Atlantique, la ville de Guérande a inscrit une partie de son programme d'investissement 2023 et ultérieur dans le CRTE (Contrat de Relance et de Transition Énergétique) qui permet à l'État de contractualiser son soutien financier apporté à la commune.

5 dossiers pour 2023 ont été déposés à ce titre auprès de la Préfecture pour :

- La rénovation de l'éclairage public
- La création de la voie nouvelle à l'arrière de l'Hôtel de Ville
- L'extension du Cimetière paysager

- La reprise du clocher de l'église du Village de Saillé
- La construction d'un nouvel accueil périscolaire (éléments modulaires) sur le site de l'école Jean de la Fontaine du Village de La Madeleine (SIVOM).

Compte tenu des résultats financiers enregistrés courant 2022 et qui seront repris dès le vote du budget 2023, la commune n'inscrira pas d'emprunt nouveaux à son budget 2023. Pour autant une attention toute particulière devra être réservée au suivi de la trésorerie de la commune en 2023.

Dans la mesure où la commune consommerait l'intégralité de ses réserves (son fonds de roulement) courant 2023 pour engager ses investissements 2023, le recours à l'emprunt s'imposerait en 2024.

# ANNEXE : LE CADENCEMENT DES TRAVAUX ET DES ETUDES 2023

|  |         | Légende | Phase étude | Phase travaux |
|--|---------|---------|-------------|---------------|
| OPERATION  | PHASE   | 2023    |             |               |
|  |         | S1      | S2          |               |
| <b>1 - ESPACE PUBLIC</b>   |         |         |             |               |
| 101 PAVC   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 102 CREATION LIAISONS DOUCES   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 103 SIGNALISATION VERTICALE  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 104 RESEAUX EAUX PLUVIALES   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 105 MOBILIER URBAIN  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 106 AIRES DE JEUX  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 107 AMENAGEMENTS PAYSAGERS   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 108 REMPL EXTENS ECLAIRAGE PUBLIC                                      | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 109 PPP ECLAIRAGE PUBLIC   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 110 DEPLOIEMENT VIDEO PROTECTION                                       | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 111 PVR  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 114 AMENAGTS SECURITE SUR VOIRIE                                       | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 116 DEFENSE CONTRE INCENDIES   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 117 AGENDA ACCESSIBILITE AD'AP   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 118 PROGRAMMATION URBAINE  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 119 VILLE A 30KM/H   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| <b>2 - MONUMENTS HISTORIQUES OU NON PATRIMOINE CULTURELS ET AUTRES</b> |         |         |             |               |
| 201 TRAVAUX MONUMENTS HISTORIQUES                                      | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 202 PETITS PATRIMOINES   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 203 RENOVAT° CLOCHER EGLISE SAILLE                                     | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| <b>3 - GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT DU PATRIMOINE</b>                 |         |         |             |               |
| 301 GER BATIMENTS SPORTIFS   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 302 GER BATIMENTS SCOLAIRES  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 303 GER BATIMENTS CULTURELS  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 304 GER CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL                                     | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 305 GER HOTEL DE VILLE   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 307 GER AUTRES PATRIMOINES   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 308 GER CIMETIERE PAYSAGER   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| <b>7 - AMENAGEMENTS STRUCTURANTS</b>                                   |         |         |             |               |
| 701 AMENAGT VILLAGE SAILLE   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 704 AMENAGT VOIE NELLE ARRIERE HDV                                     | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 705 AMENAGT FAUBOURG BIZIENNE  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 714 AMENAGT TRAVERSEE CLIS   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 717 AMENAGT PROV BIZIENNE GAUDINAIS                                    | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| <b>8 - PROJETS STRUCTURANTS</b>  |         |         |             |               |
| 801 PROJET EXT CIMETIERE PAYSAGER                                      | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 802 PROJET RENO EXT JEAN MENAGER                                       | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 805 PROJET COUV TENNIS BREHADOUR                                       | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 807 PROJET RENO ECOLE B ROCHEFORT                                      | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| 810 PROJET BUDGET PARTICIPATIF   | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |
| <b>9 - PROVISIONS POUR ETUDES ET TRAVAUX</b>                           |         |         |             |               |
| 901 TRAVAUX URGENGE  | Etude   |         |             |               |
|  | Travaux |         |             |               |

## ANNEXE : LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS (2023 – 2027)

| N° de politique publique  | N° d'opération                                | Cumul prévisions votées | Réalisé      | Cumul prévisions votées | Réalisé      | Crédits nouveaux (hors reports) | Montant des reports de crédits engagés en 2022 | Cumul inscriptions BUDGET PREVISIONNEL | Prévisions de crédits nouveaux (hors reports) |
|---|---|-------------------------|--------------|-------------------------|--------------|---------------------------------|--|--|---|---|---|---|
|   |   | 2021                    | 2021         | 2022                    | 2022         | 2023                            | 2023   | 2023                                   | 2024  | 2025  | 2026  | 2027  |
| Total   |   | 9 490 634,05            | 4 863 807,74 | 9 201 462,78            | 5 434 323,84 | 7 945 665,60                    | 1 389 891,03                                   | 9 335 556,63                           | 9 108 400,00                                  | 9 748 650,00                                  | 9 781 000,00                                  | 12 458 050,00                                 |
| A VENTILER  |   | 72 482,00               | 92 811,98    | 0,00                    | 0,00         | 0,00                            | 8 037,75                                       | 8 037,75                               | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 0 - OPERATIONS NON VENTILABLES                                  |   | 512 447,00              | 374 563,60   | 1 374 612,18            | 358 444,74   | 524 717,00                      | 0,00   | 524 717,00                             | 525 000,00                                    | 525 000,00                                    | 525 000,00                                    | 525 000,00                                    |
| 1 - ESPACE PUBLIC   |   | 1 215 008,51            | 541 331,37   | 1 838 742,80            | 1 429 148,23 | 1 807 000,00                    | 139 996,74                                     | 1 946 996,74                           | 1 853 000,00                                  | 1 623 000,00                                  | 1 402 000,00                                  | 1 343 000,00                                  |
| 2 - MONUMENTS HISTORIQUES OU NON PATRIMOINE CULTURELS ET AUTRES |   | 2 116 546,49            | 874 562,14   | 1 177 279,12            | 929 867,33   | 1 086 500,00                    | 206 807,45                                     | 1 293 307,45                           | 870 000,00                                    | 1 337 000,00                                  | 1 439 000,00                                  | 1 441 000,00                                  |
| 3 - GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT DU PATRIMOINE                 |   | 820 508,73              | 474 840,87   | 914 478,22              | 242 616,46   | 383 512,00                      | 373 109,12                                     | 756 621,12                             | 583 000,00                                    | 561 000,00                                    | 584 000,00                                    | 605 000,00                                    |
| 4 - FONCIER   |   | 333 108,44              | 59 123,27    | 439 521,00              | 226 277,30   | 520 636,60                      | 6 690,69                                       | 527 327,29                             | 527 500,00                                    | 395 000,00                                    | 395 000,00                                    | 395 000,00                                    |
| 5 - MATERIELS DES SERVICES                                      |   | 947 655,95              | 626 359,24   | 821 651,55              | 467 908,22   | 621 300,00                      | 191 642,88                                     | 812 942,88                             | 659 900,00                                    | 726 650,00                                    | 796 000,00                                    | 867 050,00                                    |
| 6 - PARTICIPATION SIVOM DE LA MADELEINE                         |   | 91 000,00               | 90 665,12    | 210 000,00              | 204 143,82   | 210 000,00                      | 0,00   | 210 000,00                             | 210 000,00                                    | 210 000,00                                    | 210 000,00                                    | 210 000,00                                    |
| 7 - AMENAGEMENTS STRUCTURANTS                                   |   | 815 424,40              | 58 008,13    | 1 546 529,78            | 1 193 618,22 | 494 000,00                      | 215 822,97                                     | 709 822,97                             | 1 742 000,00                                  | 1 316 000,00                                  | 180 000,00                                    | 2 922 000,00                                  |
|   | 701 AMENAGT VILLAGE SAILLE                    | 683 868,00              | 56 451,73    | 1 279 459,28            | 1 031 605,31 | 40 000,00                       | 185 273,02                                     | 225 273,02                             | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 702 AMENAGT PRE FERTILES                      | 110 000,00              | 0,00         | 159 070,50              | 157 065,91   | 0,00                            | 27 540,95                                      | 27 540,95                              | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 703 AMENAGT PLACE ST JEAN                     | 0,00                    | 0,00         | 30 000,00               | 0,00         | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 22 000,00                                     | 350 000,00                                    | 0,00  | 0,00  |
|   | 704 AMENAGT VOIE NELLE ARRIERE HDV            | 0,00                    | 0,00         | 30 000,00               | 0,00         | 320 000,00                      | 0,00   | 320 000,00                             | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 705 AMENAGT FAUBOURG BIZIENNE                 | 10 000,00               | 0,00         | 10 000,00               | 0,00         | 60 000,00                       | 0,00   | 60 000,00                              | 1 000 000,00                                  | 465 000,00                                    | 0,00  | 0,00  |
|   | 706 AMENAGT CHEMIN DES GABELOUS               | 0,00                    | 0,00         | 0,00                    | 0,00         | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 38 000,00                                     | 350 000,00                                    | 0,00  | 0,00  |
|   | 707 AMENAGT PORTE CALON                       | 0,00                    | 0,00         | 0,00                    | 0,00         | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00  | 45 000,00                                     | 520 000,00                                    |
|   | 709 CHEMIN DECOUVERTE PETIT PARADIS           | 0,00                    | 0,00         | 0,00                    | 0,00         | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00  | 90 000,00                                     | 402 000,00                                    |
|   | 713 AMENAGT TERR FOOT STABILISES              | 1 556,40                | 1 556,40     | 0,00                    | 0,00         | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 714 AMENAGT TRAVERSEE CLIS                    | 10 000,00               | 0,00         | 28 000,00               | 0,00         | 35 000,00                       | 0,00   | 35 000,00                              | 322 000,00                                    | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 715 AMENAGT PLACE MARCHÉ AU BOIS FBG STE ANNE | 0,00                    | 0,00         | 0,00                    | 0,00         | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 360 000,00                                    | 106 000,00                                    | 0,00  | 0,00  |
|   | 716 AMENAGT VOIE NOUVELLE HOPITAL             | 0,00                    | 0,00         | 10 000,00               | 4 947,00     | 0,00                            | 3 009,00                                       | 3 009,00                               | 0,00  | 45 000,00                                     | 135 000,00                                    | 2 000 000,00                                  |
|   | 717 AMENAGT PROV BIZIENNE GAUDINAIS           | 0,00                    | 0,00         | 0,00                    | 0,00         | 39 000,00                       | 0,00   | 39 000,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 8 - PROJETS STRUCTURANTS  |   | 2 566 452,53            | 1 671 542,02 | 833 648,13              | 382 299,52   | 2 248 000,00                    | 247 783,43                                     | 2 495 783,43                           | 2 038 000,00                                  | 2 955 000,00                                  | 4 150 000,00                                  | 4 100 000,00                                  |
|   | 801 PROJET EXT CIMETIERE PAYSAGER             | 0,00                    | 0,00         | 50 000,00               | 0,00         | 513 000,00                      | 9 840,00                                       | 522 840,00                             | 438 000,00                                    | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 802 PROJET RENO EXT JEAN MENAGER              | 1 954 813,61            | 1 605 102,78 | 518 644,57              | 311 223,54   | 1 580 000,00                    | 95 000,46                                      | 1 675 000,46                           | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 804 PROJET ECOLE MAISONNEUVE                  | 427 949,79              | 19 173,04    | 176 088,75              | 33 145,78    | 0,00                            | 142 942,97                                     | 142 942,97                             | 0,00  | 55 000,00                                     | 450 000,00                                    | 4 000 000,00                                  |
|   | 805 PROJET COUV TENNIS BREHADOUR              | 3 689,13                | 636,00       | 5 806,18                | 4 440,00     | 5 000,00                        | 0,00   | 5 000,00                               | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 806 PROJET LOCAL ST JEAN                      | 80 000,00               | 46 630,20    | 33 108,63               | 29 464,12    | 0,00                            | 0,00   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
|   | 807 PROJET RENO ECOLE B ROCHEFORT             | 0,00                    | 0,00         | 50 000,00               | 4 026,08     | 50 000,00                       | 0,00   | 50 000,00                              | 1 500 000,00                                  | 2 800 000,00                                  | 3 600 000,00                                  | 0,00  |
|   | 810 PROJET BUDGET PARTICIPATIF                | 100 000,00              | 0,00         | 0,00                    | 0,00         | 100 000,00                      | 0,00   | 100 000,00                             | 100 000,00                                    | 100 000,00                                    | 100 000,00                                    | 100 000,00                                    |
| 9 - PROVISIONS POUR ETUDES ET TRAVAUX                           |   | 0,00                    | 0,00         | 45 000,00               | 0,00         | 50 000,00                       | 0,00   | 50 000,00                              | 100 000,00                                    | 100 000,00                                    | 100 000,00                                    | 50 000,00                                     |